Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Le dernier rempart ?

Comme chaque année, nous aurions pu consacrer cet éditorial aux conséquences des incohérences de nos frontières administratives entre le Vaucluse et le bassin de vie d'Avignon. Voilà bientôt 10 ans que dans chaque édition du Vaucluse en chiffres nous mettons en avant l'impact mortifère de ce décalage sur notre avenir, près de 20 ans que nous l'écrivons dans les colonnes de l'Écho du Mardi et, pour ma part, plus de 25 ans en comptant mes années à Midi Libre.

Et pourtant rien ne se passe

L'effet de ce déphasage entre la réalité de notre quotidien et notre découpage administratif a un impact désastreux sur son développement. Tout le monde est d'accord sur le constat : emploi, pauvreté, mobilité, pollution, qualité de vie, santé, fiscalité, éducation, compétitivité économique… Et pourtant rien ne se passe… À croire presque que la vision de notre territoire ressemble à une gigantesque partie de '1, 2, 3 soleil' avec pour seul horizon : le 1er qui bouge a perdu. Comment expliquer cet immobilisme ? Peut-être qu'il est finalement plus difficile qu'il n'y paraît de prendre des décisions, de préférence les bonnes. Et Désormais peu de gens semblent vouloir s'y risquer.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Une crise de vocations

Il y a toutefois bien une catégorie de décideurs qui sait ce que c'est que de prendre un engagement, ce sont nos maires et plus généralement tous nos élus locaux. Une 'race' malheureusement en voie d'extinction. Pensez-donc : l'État qui ne leur fait pas confiance a su pourtant les trouver lorsqu'il a fallu colmater les fuites du navire républicain tanguant sous les vagues de la contestation des gilets jaunes. On les a alors entendus, mais pas écoutés. Eux, qui restent à portée 'd'engueulade' alors que dans le même temps une bureaucratie déconnectée multiplie les contraintes et les réglementations hors-sol. Pas étonnant dans ces conditions que l'on assiste à une véritable crise des vocations. Plus d'un maire sur deux ne souhaite ainsi pas se représenter à la fin de son mandant en 2026. Du jamais vu depuis plus de 20 ans.

Il est urgent de redonner le pouvoir aux maires.

Dévouement vs Exaspération

" Nous en sommes aujourd'hui à nous poser la question de savoir s'il faut jeter l'éponge ou si nous devons brûler des pneus devant une préfecture " , nous avouaient désabusés tout récemment deux maires ruraux, l'un Vauclusien, l'autre Normand. Quelles que soient leur couleur politique, la taille de leur commune et même leur région d'exercice, force est de constater que l'implication et le dévouement ne suffisent plus à compenser leur exaspération. " Ce n'est plus possible de mettre 10 ans pour réaliser un projet qui devrait en prendre 3 ", crient-ils en choeur.

Savoir-faire du quotidien

Devant tant de difficultés et d'obstacles on comprend mieux maintenant que, pour certains, la tentation est grande de ne rien faire. Pour les autres, ceux qui ne baissent pas encore les bras, frustration et colère sont encore tenues à distance. Pour combien de temps ? Le danger est grand, car si ces élus de proximité représentent l'un des derniers repères pour les citoyens, ils constituent surtout l'un des derniers remparts de notre société. Il devient de plus en plus urgent de redonner le pouvoir aux maires. Des maires que nous avons éloignés des pouvoirs centraux de décision en raison du non-cumul des mandats. Une fausse bonne idée qui nous a coupé de l'expérience de ceux qui ont les savoir-faire du quotidien. Il devient aujourd'hui vital, en Vaucluse comme partout ailleurs dans notre pays, que les maires (y compris ceux des grandes villes) retrouvent toute leur place au sein de notre parlement.

Ecrit par le 9 novembre 2026

Se procurer l'édition 2025 gratuitement ici*

*hors frais d'envoi

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Les Angles, 100 personnes sont venues écouter le maire qui ne veut pas du chaos

Ce matin, Paul Mély, le nouveau maire des Angles, en présence d'une partie de son Conseil municipal et de la Police municipale s'est adressé à ses administrés pour protester contre le chaos, les mairies qui brulent, les magasins pillés, les domiciles de maires attaqués, les actes de dégradations et de violence, et assuré de son soutien les français victimes d'actes injustifiables. Il est l'un des maires, comme tous ceux de France qui se sont exprimés à midi pour défendre la République, contre les émeutes et le pillage.

Il a expliqué que cette situation de violence
n'avait pas surpris les maires qui alertent depuis très longtemps sur la dégradation de notre société. Le 1er magistrat a évoqué un cycle inouï de violences que rien ne peut justifier et qui trahit une légitime émotion qui se transforme en délinquance de droit commun après le décès d'un jeune-homme tué à Nanterre et dont la Justice s'est saisie et a ouvert une enquête.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

«**Malgré l'intervention des forces de l'ordre et des pompiers**,
des familles sont mises en danger et doivent être évacuées a souligné Paul Mély. Leurs biens personnels sont détruits. Des commerces et des entreprises voient leurs locaux pillés et incendiés. Des maires sont menacés, injuriés ou frappés. Les bâtiments communaux sont saccagés. Ces actes de violence d'une minorité sont inacceptables et pénalisent en premier lieu l'ensemble des habitants.

Par la dégradation des bâtiments publics,
les émeutiers et les pilleurs empêchent les services publics de fonctionner au service de la population. Par les destructions d'écoles et de bibliothèque, ils sabordent les outils d'accès à la connaissance, à l'éducation et à la culture, donc à l'égalité des chances.

Par l'effet délétère des images et des réseaux,
ils renforcent la stigmatisation des quartiers et des autres habitants. Par les violences contre les élus, ils attaquent le cœur de notre démocratie. Cette dérive des comportements n'a aucune issue et ne fera qu'aggraver les difficultés que leurs auteurs prétendent dénoncer. La violence n'est jamais une solution.»

Paul Mély parle d'un déchaînement de violence imposé au pays
par une minorité agissante et appelle tous les Maires de France et l'Etat à rétablir l'Odre républicain car il ne peut y avoir de Justice sans ordre.

Les maires de France appellent ensuite à une mobilisation civique de la société
pour le respect de la République et de la France. Chacun doit y prendre sa part sans la responsabilité et le calme pour que le dialogue puisse reprendre. A nous, maires, il appartiendra de tirer lucidement les leçons de cette crise, d'en décortiquer les ressorts profonds, de retisser les liens brutalement rompus et inlassablement de construire la cohésion dont notre Nation a tant besoin. »

Ce même texte, initié par l'association des maires de France
et des présidents d'intercommunalité a été lu par les Maires de France pour protester contre le chaos qui fait suite à l'interpellation et au décès d'un jeune-homme de 17 ans, Naël, au volant d'une Mercédès prêtée, par un tir mortel d'un policier puis au partage de la vidéo du drame sur les réseaux sociaux.
MH